

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-offensive-chaviste-et-les-hurlements-de-representativite>

L'offensive chaviste et les hurlements de représentativité

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : jeudi 27 octobre 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

C'est une réalité. Le Budget de la Nation, qui régira les dépenses et les revenus totaux du pays pour 2017, ne dépendra pas de l'Assemblée Nationale pour son approbation et exécution. Le budget très social de 2017 ayant été rejeté d'emblée par la droite - majoritaire à l'Assemblée Nationale - le président vénézuélien l'a soumis au Tribunal Suprême de Justice qui l'a validé.

Le conflit politique au Venezuela domine et hiérarchise le volet économique. Ce dernier ne peut se comprendre dans ses multiples dimensions sans l'aspect politique. Aussi, toute analyse et (ou) commentaire qui fraye avec la logique technocratique perd la capacité d'expliquer la cause des événements politiques au Venezuela.

La clé de l'économie : les mauvaises comparaisons et ce qui n'est pas dit sur le budget

Il existe des facteurs économiques, fiscaux et réglementaires encadrés dans le Budget de la Nation auxquels il est pertinent de faire référence, tant par leurs implications pour l'économie du pays que par leurs différences tangibles avec les budgets précédents.

- Le calcul des ressources générées par l'exportation de produits pétroliers sur la base du prix international de 30 dollars le baril, ne garantit pas seulement la capacité de l'Etat vénézuélien de couvrir une part importante des dépenses (malgré un -toujours possible- scénario de contraction des prix sur le marché énergétique mondial à court ou moyen terme). Il permet aussi d'avoir une marge suffisante dans le cas contraire d'une stabilisation des prix au-dessus de 50 dollars le baril en 2017 ; c'est d'ailleurs ce que projettent les ministres de l'énergie de pays comme l'Iran et la Russie pour leur propre budget. Le gouvernement bolivarien a établi un budget permettant d'assurer, dans la pire des hypothèses, les services publics tels que la santé, l'éducation, le paiement des salaires et des pensions ainsi que les investissements sociaux ou en infrastructures.
- L'investissement dans les programmes sociaux équivaut à 73,6% du budget 2017 alors qu'il n'était que de 42% en 2016 ; à titre de comparaison, un pays comme l'Espagne, érigé en modèle de planification, ne consacre que 0,65% de son budget à l'Education, 1,11% à la Santé, 4,73% aux services publics et 0,5% aux services sociaux. On constate la même tendance pour des pays considérés comme des modèles en Amérique latine : la Colombie et le Mexique. Selon des sources autorisées, en 2015, si l'on s'en tient au domaine de l'Education, l'Etat colombien n'y avait consacré que 10% de l'ensemble de son budget ; et le Mexique a réduit les dépenses de 5 milliards 697 millions de pesos soit d'environ 9%, tout en supprimant au passage 14 programmes scolaires. Décidément, le néo-libéralisme ne paie pas...
- Le point névralgique du budget 2017 de la Nation repose sur l'indépendance des ressources pétrolières pour pouvoir se financer. 83% sera assuré par le recouvrement interne du SENIAT (service de perception des impôts) et les 17% restant par la vente internationale du pétrole, à quoi s'ajouteront à hauteur de 11,9% du budget total les dividendes produits par les entreprises et les banques d'Etat. Les services publics et les programmes sociaux ainsi que l'augmentation de 413% de la dotation constitutionnelle aux mairies et aux gouverneurs seront maintenus grâce à l'activité économique interne à laquelle sera appliquée l'augmentation des taux de recouvrement impositif (ISRL, impôt sur le luxe, droits d'importation, etc...) ; cette dernière procède du paquet de lois organiques lancé par le président Maduro au début de cette année et vise à taxer davantage les grands patrons et autres riches contribuables.

Les tendances suicidaires de la droite vénézuélienne.

Au-delà de l'économie il y a les facteurs politiques. Ce sont les plus importants car ils dessinent les traits et les caractéristiques du conflit actuel au Venezuela.

La MUD (coordination de la droite), qui engage de grands groupes économiques nationaux ou internationaux par les discours qu'elle émet -ou omet- depuis l'Assemblée Nationale, se frottait les mains à l'idée de paralyser l'Etat par un refus d'approuver et d'appliquer le budget 2017.

Elle ne pensait pas en termes d' « infaisabilité technique » sur le plan économique, mais en termes de gain politique : arriver à imposer politiquement au chavisme son propre agenda et son propre rythme.

Mais elle s'est elle-même mise entre le mur et l'épée. Elle a passé outre les normes du Tribunal Suprême de Justice (TSJ) et a autoproclamé une majorité qualifiée de 112 députés malgré la fraude électorale avérée dans l'état d'Amazonas le 6 décembre dernier. La décision des députés chavistes de solliciter l'arbitrage du TSJ est une façon de refuser les fraudes de la droite.

Cette droite parlementaire invoque l' « illégalité » de la présentation du budget de la Nation 2017 devant le TSJ, veut juger Nicolas Maduro et le TSJ, et argue du fait que la décision « viole » plusieurs articles de la Constitution. L'ironie étant qu'en 10 mois elle s'est déjà bien chargée de violenter chaque règle légale du jeu juridique, économique et politique.

Au-delà du budget : la capacité politique du chavisme.

Derrière le budget 2017 de la Nation et au-delà des aspects stratégiques commentés ci-dessus, il y a une signification politique globale qui ne peut se réduire à des considérations techniques et encore moins économique.

L'Etat de droit et ses institutions représentatives traditionnelles entrent en crise. Ce processus a débuté au Venezuela en 1989 et n'a jamais cessé depuis. Mais ce n'est pas un symptôme local ; cette crise politique est globale.

Pour preuve les coups d'Etat au Honduras, au Paraguay ou plus récemment au Brésil où les parlements ont été instrumentalisés afin de procéder à un changement rapide de régime et au démantèlement de l'Etat au service des grandes multinationales. Ou encore, en Colombie, un Alvaro Uribe Velez brisant le consensus des élites politiques et financières en imposant le NON au référendum sur les accords de paix avec la guérilla des FARC, via ses puissants lobbys médiatiques et ses réseaux paramilitaires.

Si le chavisme perdure au pouvoir c'est bien parce qu'il a su tirer les leçons des expériences récentes de coups d'état parlementaires. Le pouvoir est une question de rapports de forces, pas d' « équilibre des pouvoirs ». Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir toutes les tentatives de sanctionner le Venezuela dans le cadre de l'OEA, la politique systématique de sabotage financier contre le pays, le soutien au décret Obama, l'asphyxie économique appliquée par Fedecamaras et ses acolytes.

Ce sont les mêmes, avec un tel passif, qui exigent maintenant que le chavisme leur soumette sur plateau d'argent la décision d'approuver ou non le budget 2017 de la Nation, ou qui refusent de reconnaître une décision de justice

L'offensive chaviste et les hurlements de représentativité

invalidant la collecte de signatures pour fraude massive de l'opposition. Allez raconter ça à une autre Dilma !

Dans cette course effrénée contre la montre, où la droite n'a pas su capitaliser sa victoire aux législatives de décembre 2015 et voit avec effroi une possible sortie de la crise économique, le chavisme a pris un temps d'avance.

William Serafino para [Mision Verdad](#)

[Mision Verdad](#). Octubre 17 de 2016.

Traduction de l'espagnol pour [Venezuela Info](#) de : Jean-Claude Soubiès

Original : [Budget 2017 : Ofensiva chavista y los alaridos de la representatividad](#)